



SITUATION FINANCIÈRE DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

**Prévision
pour les années
2013 et 2014**

Mai 2013



Prévision pour les années 2013 et 2014

Cette note présente la prévision de la situation financière de l'Assurance chômage pour les années 2013 et 2014, les dépenses et recettes étant désormais stabilisées jusqu'à la fin avril 2013. Cette prévision est conçue sur les règles d'indemnisation en vigueur.

PRINCIPALES EVOLUTIONS MACROECONOMIQUES

Croissance

- + Selon les premiers résultats publiés par l'Insee le 15 mai, la **croissance en France** a reculé de -0,2% au 1^{er} trimestre 2013, comme au 4^{ème} trimestre 2012. Ces deux trimestres consécutifs de recul du PIB portent l'acquis de croissance à -0,3% en moyenne annuelle pour 2013, après une croissance nulle en 2012. Ce résultat est légèrement en-deçà de ce qui avait été retenu pour la prévision de janvier.
- + Les dernières informations conjoncturelles font état du prolongement d'une **activité dégradée** en France. Ainsi, l'indicateur synthétique du climat des affaires s'est détérioré successivement en mars et en avril 2013, après quatre mois de quasi-stabilité. Les perspectives générales de production demeurent ainsi nettement inférieures à leur moyenne de long terme. Sur le marché du travail, l'atonie de l'activité s'est traduite par des **destructions d'emploi salarié** dans les secteurs marchands au 4^{ème} trimestre 2012, à un rythme similaire à celui du 3^{ème} trimestre : -44 600 postes après -46 000 (estimations de l'Insee et de la Dares). Selon l'estimation flash de l'Insee publiée le 16 mai, les destructions auraient ralenti au 1^{er} trimestre 2013 (-20 300 postes), l'emploi salarié étant soutenu par la progression de l'emploi intérimaire (+11 400 postes).
- + Depuis janvier, le Consensus des économistes a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2013 : le PIB reculerait ainsi de -0,2%. En 2014, la croissance s'établirait à +0,7%. La prévision d'équilibre financier de l'Unédic, qui s'appuie sur ce Consensus, anticipe désormais une augmentation très graduelle de l'activité à partir du 2^{ème} trimestre 2013. En outre, l'inflation serait limitée à +1,2% en moyenne annuelle en 2013 et à +1,6% en 2014.

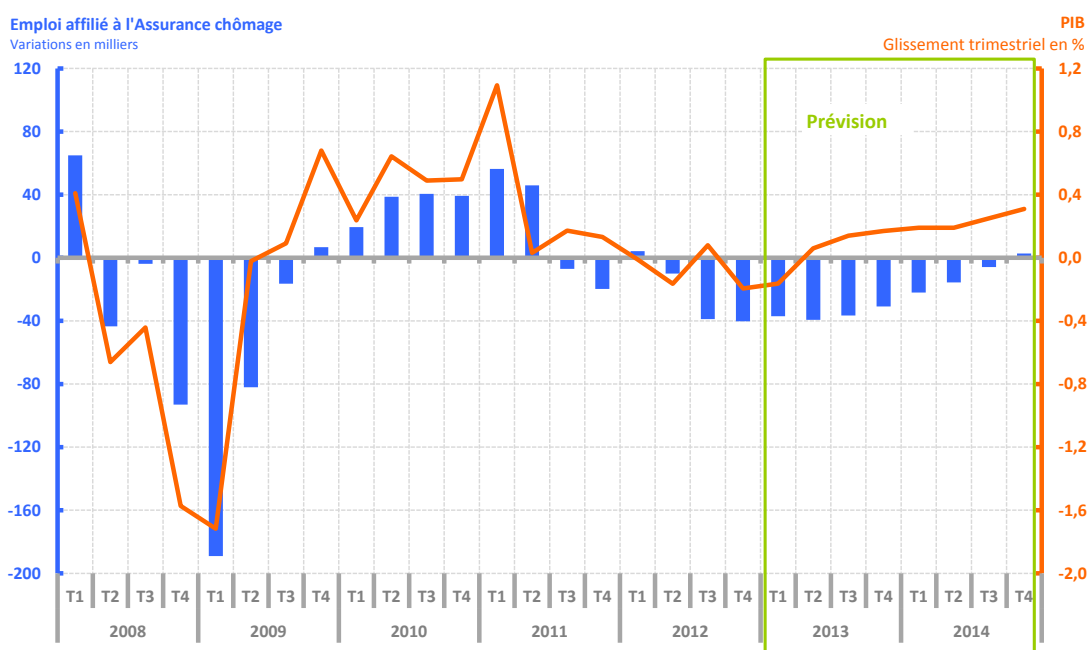
Emploi affilié et masse salariale

- + En 2012, après quelques créations d'emploi au 1^{er} trimestre, l'emploi affilié à l'Assurance chômage a légèrement reculé au trimestre suivant, conjointement à la détérioration des perspectives de croissance. Ce recul s'est nettement accentué au second semestre : au total en 2012, 84 900 emplois affiliés à l'Assurance chômage ont ainsi été détruits.

En raison de la faiblesse de l'activité et des délais habituels d'ajustement de l'emploi à la croissance, les destructions d'emploi affilié à l'Assurance chômage se poursuivraient en 2013. Ce recul de l'emploi serait légèrement atténué au second semestre par les premiers effets du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). Cette mesure, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, équivaut à une baisse de cotisations sociales, entraînant une diminution des coûts du travail¹. Sur l'année 2013, 143 600 postes seraient ainsi détruits.

En 2014, sous les effets conjoints de la légère progression du PIB et de la montée en charge des effets du CICE, les destructions d'emplois affiliés à l'Assurance chômage ralentiraient. L'économie française pourrait redevenir créatrice d'emploi au 4^{ème} trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, les destructions d'emploi affiliés à l'Assurance chômage seraient de 40 800 postes.

Graphique 1 - Prévion de croissance et d'emploi affilié à l'Assurance chômage



Sources : Insee, Pôle emploi, Prévions Unédic.

- + Portée par l'inflation, la progression du **salaire moyen par tête** (SMPT) s'est accélérée en 2012 : +2,5%, après une hausse de +2,2% en 2011. Cependant, en 2013 et 2014, en lien avec le ralentissement de l'inflation et la hausse du chômage, le SMPT ralentirait légèrement (+2,0% en 2013 et 2014).

¹ Selon les estimations de l'OFCE, le CICE engendrerait 23 000 créations d'emplois en 2013 et 46 000 en 2014.

- + En 2012, la **masse salariale** a ralenti à +2,2% après une hausse de +3,6% en 2011, en raison des destructions d'emplois affiliés à l'Assurance chômage. En 2013 et 2014, la masse salariale serait à la fois pénalisée par le recul de l'emploi et par le ralentissement des salaires, ce qui conduirait à de faibles progressions de respectivement +1,1% et +1,4%.

Chômage

- + Les destructions d'emplois, combinées à l'accroissement de la population active, ont conduit à la progression continue en 2012 du nombre de **demandeurs d'emploi** tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (**catégorie A**) : +283 800 inscrits sur l'ensemble de l'année. La hausse s'est poursuivie au 1^{er} trimestre 2013 (+99 200 inscrits).

Sur le reste de l'année 2013, le nombre d'inscrits en catégorie A se poursuivrait, mais à un rythme moindre : +48 400, +26 200 et +4 900 aux 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2013. On dénombrerait ainsi 3 304 100 inscrits en catégorie A en décembre 2013, soit +178 700 inscrits sur l'année.

Ce ralentissement en 2013 serait notamment favorisé par deux facteurs. D'une part, la baisse de l'emploi dans le secteur marchand serait atténuée par la hausse des effectifs dans le secteur non marchand, en lien avec l'augmentation du nombre d'entrées dans les dispositifs des emplois d'avenir et de CUI-CAE. D'autre part, l'élargissement des possibilités de départ à la retraite à 60 ans, se traduirait par un ralentissement de la population active en 2013.

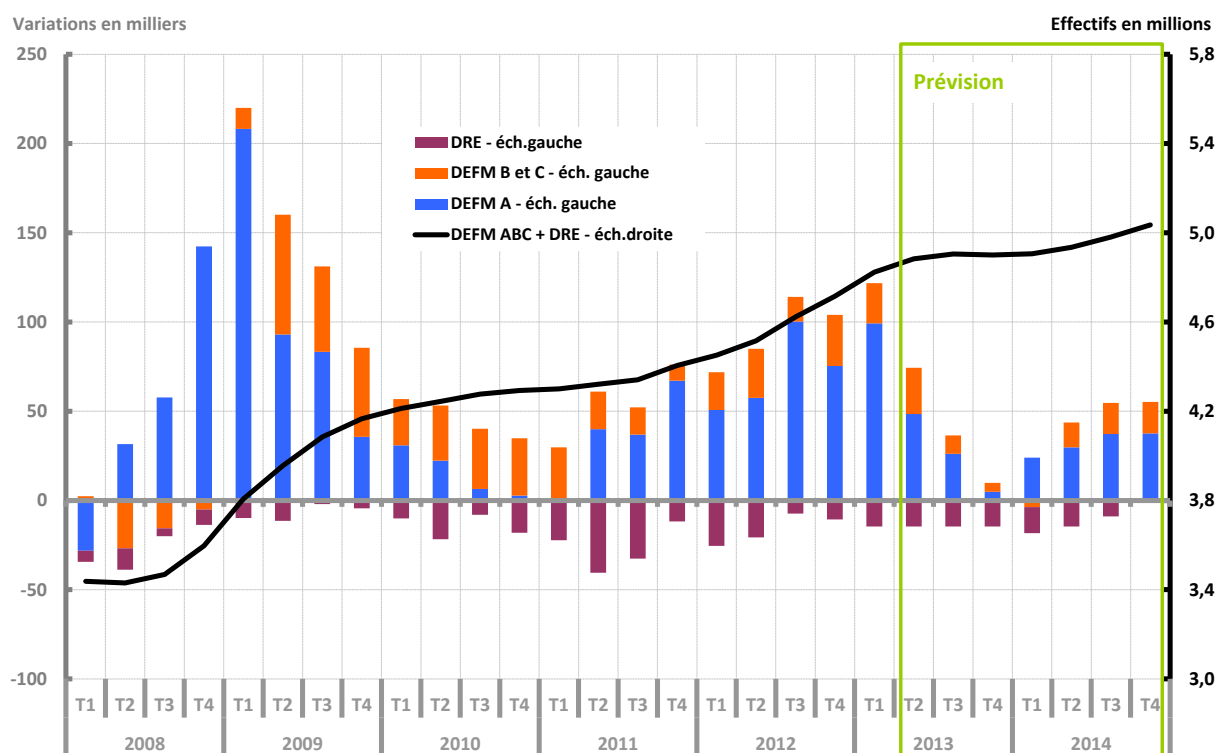
En 2014, on dénombrerait +128 700 inscrits en catégorie A, le ralentissement des destructions d'emploi ne permettant pas de compenser le dynamisme de la population active.

- + Les demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et ayant exercé une activité réduite dans le mois (**catégories B et C**) ont progressé tout au long de l'année 2012 (+91 200 inscrits). Au 1^{er} trimestre 2013, le nombre d'inscrits s'est encore accru de +22 500.

Cependant, sur l'ensemble de l'année 2013 ainsi qu'en 2014, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité rémunérée courte ou à faible intensité horaire, ralentirait (respectivement +63 700 inscrits en 2013 et +45 100 en 2014). Dans un contexte de faible croissance, les activités professionnelles occasionnelles manqueraient de dynamisme.

- + Suite à l'arrêt des entrées dans le dispositif des **dispensés de recherche d'emploi (DRE)** en 2011, l'effectif des DRE a continué à diminuer en 2012 (-64 100). Sa baisse se poursuivrait en 2013 et en 2014 : respectivement -58 400 et -38 200 inscrits. Le dispositif disparaîtrait fin 2014.
- + Au final, l'accroissement du **potentiel indemnisable** (DEFM A,B,C + DRE) est de +310 900 en 2012 puis ralentirait à +183 900 en 2013 et à +135 700 en 2014.

Graphique 2 - Prédiction de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi



Sources : Pôle emploi, Dares, Prévisions Unédic.

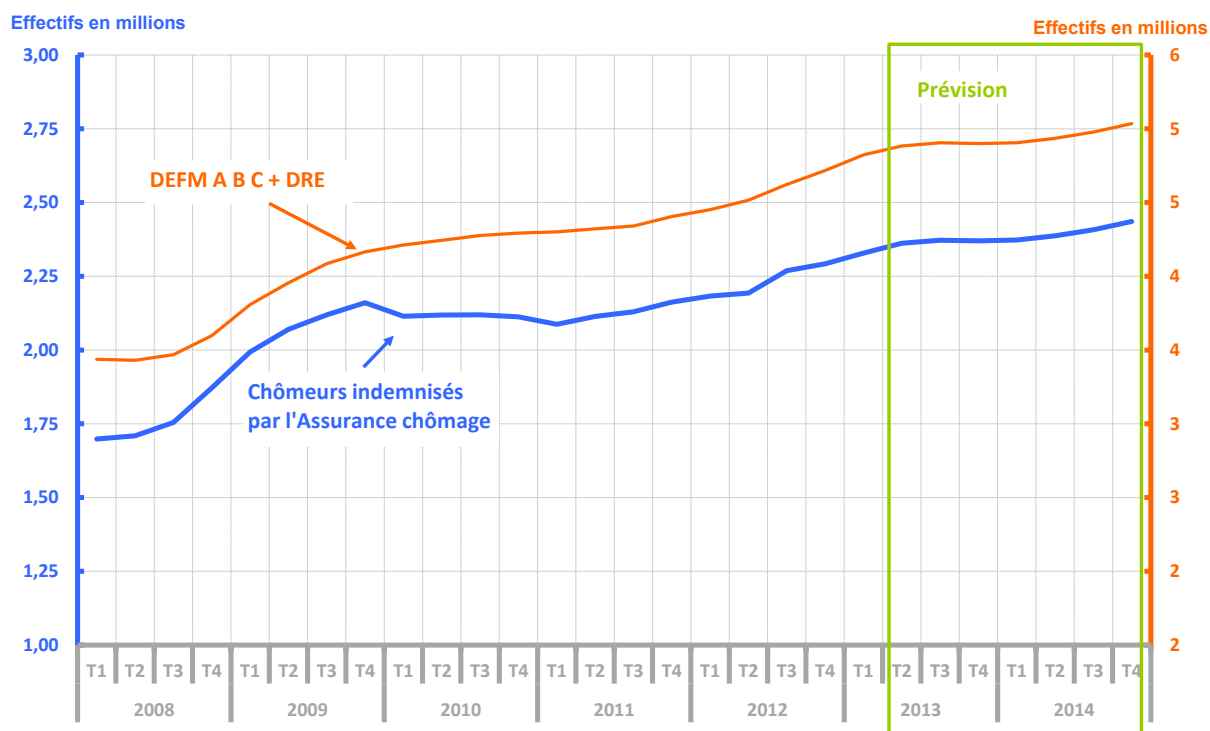
Chômage indemnisé

- + Au 1^{er} semestre 2012, en dépit d'un accroissement du potentiel indemnisable, la hausse du nombre de **chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage** s'est atténuée. Au second semestre, conjointement à l'accélération du nombre d'individus potentiellement indemnisables, le nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage a en revanche fortement augmenté. On dénombrerait ainsi 2 262 300 indemnisés en décembre 2012, soit une hausse de +100 100 personnes sur l'année 2012.

Sur le 1^{er} trimestre 2013, le nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage s'est à nouveau accru de +57 400 personnes (estimation de Pôle emploi, publiée en avril). Toutefois, en cohérence avec les dépenses de l'Assurance chômage observées jusqu'à fin avril, la prévision repose sur une progression du chômage indemnisé plus modérée.

- + Sur l'ensemble de l'année 2013, le nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage s'accroîtrait un peu moins fortement qu'en 2012, de +77 800 individus. En 2014, l'évolution serait encore réduite : +65 600 personnes. Cette moindre hausse serait due au ralentissement du potentiel indemnisable. En outre, la part des chômeurs indemnisés parmi le potentiel indemnisable se stabiliserait à partir du 2^{ème} trimestre 2013. Cette stabilité résulterait de trois facteurs dont les effets se neutralisent : le recul des catégories B et C, la modification des procédures opérationnelles de radiation, et la progression des fins de droit à l'Assurance chômage.

Graphique 3 - Prévision du potentiel indemnisable et des chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage



Sources : Pôle emploi, Prévisions Unédic.

Champ : Chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage France entière, hors CRP, CTP, formation, données cvs.

EN RESUME :

Principales évolutions macroéconomiques

La prévision est réalisée sous les hypothèses d'une récession en 2013 (-0,2% de PIB), et d'une légère croissance en 2014 (+0,7%). Le potentiel indemnisable (demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et dispensés de recherche d'emploi) ralentirait à +183 900 en 2013 et à +135 700 en 2014. Cela se traduirait par une hausse du nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage respectivement de +77 800 et +65 600 sur 2013 et 2014.

Tableau 1 - Principales évolutions macroéconomiques

	2012 Estimation	2013 Prévision	2014 Projection
Croissance, Prix, Emploi, Salaire, Chômage (moyenne annuelle en %)			
PIB	0,0%	-0,2%	0,7%
Indice des prix à la consommation	2,0%	1,2%	1,6%
Emploi total	0,0%	-0,3%	0,0%
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	-0,1%	-0,8%	-0,6%
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur concurrentiel*	2,5%	2,0%	2,0%
Masse salariale dans le secteur concurrentiel*	2,2%	1,1%	1,4%
Chômeurs indemnisés Assurance chômage**	4,4%	5,0%	1,8%
Emploi, Chômage (niveau en fin de période CVS)			
Emploi total	26 265 300	26 229 700	26 237 900
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	16 464 100	16 320 500	16 279 700
DEFM (cat A)	3 125 400	3 304 100	3 432 800
DEFM (cat B, C)	1 494 000	1 557 700	1 602 800
DRE	96 600	38 200	0
DEFM (cat A, B, C) + Dispensés de recherche d'emploi	4 716 003	4 899 934	5 035 589
Chômeurs indemnisés Assurance chômage**	2 262 300	2 340 100	2 405 700
Emploi, Chômage (variation sur la période)			
Emploi total	-70 900	-35 600	8 200
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	-84 900	-143 600	-40 800
DEFM (catégorie A)	283 800	178 700	128 700
DEFM (cat B, C)	91 200	63 700	45 100
DRE	-64 100	-58 400	-38 200
DEFM (catégorie A, B, C) + Dispensés de recherche d'emploi	310 913	183 931	135 654
Chômeurs indemnisés Assurance chômage**	100 100	77 800	65 600

* Le champ est celui de l'Acoss, qui à la différence du champ de l'Assurance chômage, inclut les grandes entreprises nationales.

**Hors formation, CRP, CTP, CSP - données cvs France entière.

De la prévision macroéconomique à la prévision financière

Des évolutions macroéconomiques anticipées pour la masse salariale et les chômeurs indemnisés découlent les prévisions financières.

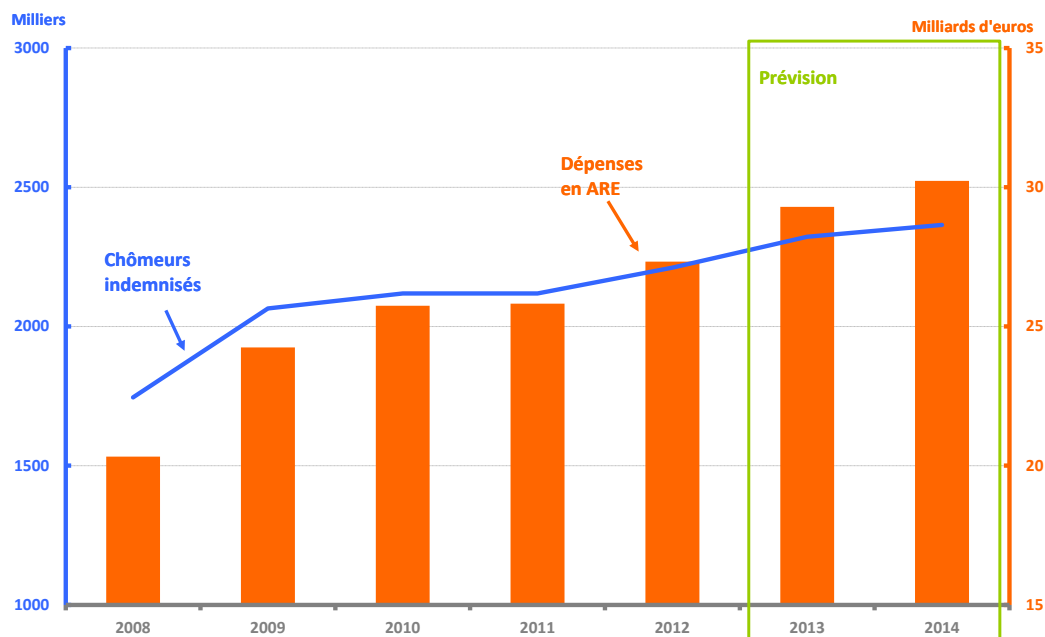
Tableau 2- Variations de contributions et de dépenses d'ARE et d'AREF

	2012 Réalisé	2013 Prévision	2014 Projection
Emploi, Chômage, Dépenses (moyenne annuelle en %)			
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	-0,1%	-0,8%	-0,6%
Salaires moyen par tête (SMPT) dans le secteur concurrentiel*	2,5%	2,0%	2,0%
Masse salariale dans le secteur concurrentiel*	2,2%	1,1%	1,4%
Contributions	2,2%	1,1%	1,4%
Chômeurs indemnisés Assurance chômage**	4,2%	5,1%	1,9%
Dépenses ARE-AREF	5,7%	7,0%	3,1%

* Le champ est celui de l'Acoss, qui à la différence du champ de l'Assurance chômage, inclut les grandes entreprises nationales.

**Hors CRP, CTP, CSP - données cvs France entière.

Graphique 3 - Chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage et dépenses en ARE de l'Assurance chômage



Sources : Pôle emploi, Unédic, Prévisions Unédic.

Champ : Chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage France entière, hors CSP, CRP, CTP, formation, données cvs.

Situation financière de l'Assurance chômage

La prévision est réalisée sous les hypothèses d'une récession en 2013 (-0,2% de PIB), d'une croissance légère en 2014 (+0,7%), et d'une réglementation d'Assurance chômage inchangée.

La variation de trésorerie de l'Assurance chômage pourrait présenter un déficit de -4,8 milliards d'euros en 2013 et de -5,6 milliards d'euros en 2014.

La situation financière de l'Assurance chômage serait alors de -18,5 milliards d'euros à fin 2013 et de -24,1 milliards d'euros à fin 2014.

Tableau 3- Situation financière de l'Assurance chômage résumée

En millions d'euros, au 31 décembre	2012 Estimation	2013 Prévision	2014 Projection
<i>Contributions et autres produits</i>	32 461 (+2,1%)	32 949 (+1,5%)	33 422 (+1,4%)
Total des recettes	32 513	32 971	33 422
<i>Dépenses allocataires</i>	31 871 (+5,7%)	34 251 (+7,5%)	35 301 (+3,1%)
Total des dépenses	35 221	37 854	38 984
SOLDE = RECETTES - DÉPENSES	-2 708	-4 883	-5 562
Éléments exceptionnels	-50	120	0
Variation de Trésorerie	-2 758	-4 763	-5 562
Situation de l'Endettement net bancaire	-13 783	-18 546	-24 109

Note : -50 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2012 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi, 120 M€ apparaissent en 2013 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières.

Tableau 4- Situation financière de l'assurance chômage détaillée

En millions d'euros, au 31 décembre	2012 Estimation	2013 Prévision	2014 Projection
Contributions et autres produits	32 461	32 949	33 422
Contributions	31 782	32 141	32 596
Autres produits, conventions diverses	189	219	219
Participation entreprise CSP / CRP	490	589	607
Gestion administrative	53	22	0
Total recettes	32 513	32 971	33 422
Dépenses allocataires	31 871	34 251	35 301
Allocations brutes	29 187	31 382	32 353
ARE / AREF, y compris UE	28 406	30 407	31 349
CSP / CRP / CTP, y compris équivalents ARE	1 587	1 799	1 855
Indus, avances et acomptes	-812	-829	-855
Autres allocations (décès, ...)	5	5	5
Aides	988	894	922
Aides à la reprise et création d'entreprise	857	754	778
Autres aides (adr, aide fin de droit, ...)	131	140	144
Prélèvements sociaux	-1 761	-1 880	-1 938
Caisses de retraites complémentaire	-1 200	-1 303	-1 343
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	-561	-577	-595
Reversements et compléments	3 457	3 855	3 964
Caisses de retraites complémentaire (dont précomptes)	2 893	3 285	3 376
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	564	570	587
Dépenses autres publics	47	56	34
Allocation partielle de longue durée (APLD)	26	28	29
Autres (AS-FNE, Plan rebond, ...)	21	29	5
Financement et frais de gestion opérateurs	3 144	3 275	3 330
10% Pôle Emploi	3 025	3 138	3 188
Autres frais (accompagnement CSP, recouvrements)	119	137	142
Frais de gestion et décaissements sur immobilisations	51	30	30
Intérêts nets sur emprunts	107	241	290
Total Dépenses	35 221	37 854	38 984

SOLDE = RECETTES - DÉPENSES	-2 708	-4 883	-5 562
------------------------------------	---------------	---------------	---------------

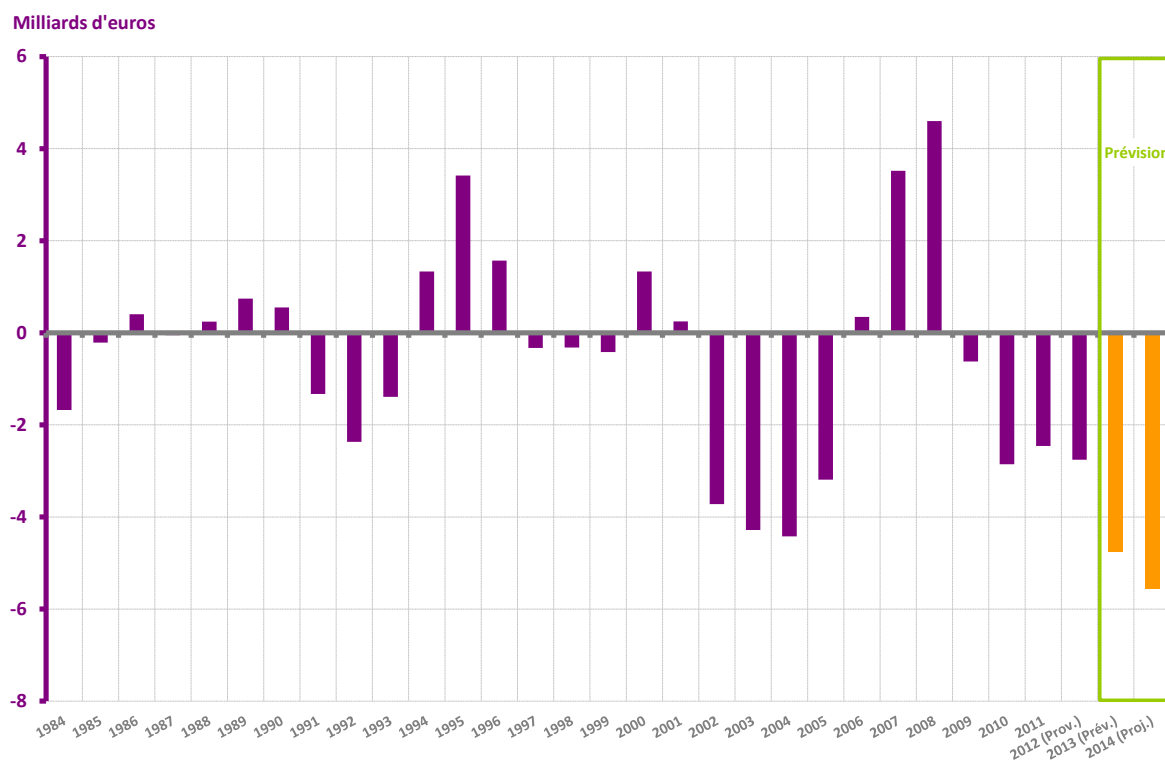
Éléments exceptionnels	-50	120	0
-------------------------------	------------	------------	----------

Variation de Trésorerie	-2 757	-4 763	-5 562
Situation de l'Endettement net bancaire	-13 783	-18 546	-24 109

Note : -50 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2012 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi, 120 M€ apparaissent en 2013 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières.

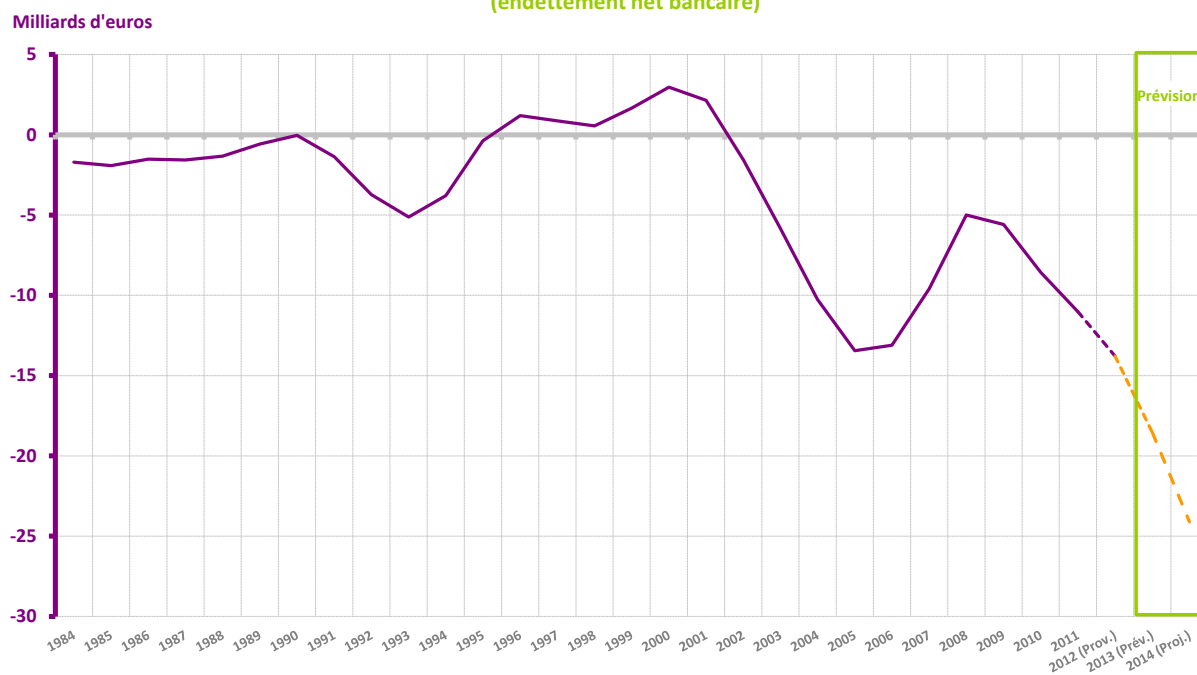
Annexe 1 - Évolutions financières du régime d'Assurance chômage

Variations annuelles de trésorerie de l'Assurance chômage



Source : Équilibre technique, Unédic

Situation financière de l'Assurance chômage au 31 décembre (endettement net bancaire)



Source : Équilibre technique, Unédic